

Het personeelslid geniet pas een loopbaanonderbrekingsuitkering ten laste van de Duitstalige Gemeenschap als de inrichtende macht het bewijs levert dat het onmogelijk is het personeelslid overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 12 augustus 1991 te vervangen of als het personeelslid niet vervangen wordt. Die uitkering wordt overeenkomstig de bepalingen van artikel 4, §§ 2 tot 6 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1991 toegekend."

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 augustus 1996.

Art. 3. De Minister van Onderwijs, Cultuur, Wetenschappelijk Onderzoek, Monumenten en Landschappen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 16 juli 1996.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :  
De Minister-President,

Minister van Financiën, Internationale Betrekkingen, Gezondheid, Gezin en Bejaarden, Sport en Toerisme,  
J. MARAITE

Minister van Onderwijs, Cultuur, Wetenschappelijk Onderzoek, Monumenten en Landschappen,  
W. SCHRÖDER

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 96 — 1997

[C — 27520]

**4 JUILLET 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant le montant des indemnités, des jetons de présence, des frais de parcours et autres frais accordés en vertu du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 7°;

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment les articles 22, 36, 37, 46, alinéa 6, et 69, alinéa 1er;

Vu l'avis du comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, donné le 21 décembre 1995;

Vu l'avis du Conseil consultatif wallon des personnes handicapées, donné le 4 décembre 1995;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 29 novembre 1995;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 janvier 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

#### CHAPITRE Ier. — Disposition préliminaire

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

#### CHAPITRE II. — Jetons de présence et indemnités pour frais accordés aux président, vice-présidents, membres du comité de gestion, et délégué du Ministre du Budget et le commissaire du Gouvernement

**Art. 2.** Le montant de l'indemnité accordée au président du comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, ci-après dénommée « l'Agence », est fixé à 144 000 francs par an.

Le montant de l'indemnité accordée aux vice-présidents du comité de gestion de l'Agence est fixé à 127 800 francs par an.

Par ailleurs, le président et les vice-présidents du comité de gestion de l'Agence bénéficient de frais de séjour et de représentation à concurrence respectivement de 96 000 francs et 85 200 francs.

Le montant du jeton de présence accordé aux membres du comité de gestion de l'Agence à l'exclusion du président et des vice-présidents est de 3 000 francs par séance du comité de gestion ou de son bureau.

Le montant de l'indemnité du mandat du commissaire du Gouvernement et du délégué du Ministre du Budget est de 90 000 francs par an.

**Art. 3.** Le président, les vice-présidents, les membres du comité de gestion, le commissaire du Gouvernement et le délégué du Ministre du Budget bénéficient, sur présentation de pièces justificatives ou, à défaut, d'un état de débours, du remboursement de leurs frais de parcours aux conditions suivantes :

1° ceux qui utilisent les moyens de transport en commun sont remboursés de leurs frais sur la base des tarifs officiels. Si ces moyens de transport en commun comportent plusieurs classes, ils sont remboursés du prix du déplacement en première classe;

2° ceux qui utilisent leur voiture personnelle ont droit à une indemnité kilométrique déterminée conformément au tarif fixé par la réglementation applicable aux fonctionnaires de la Région;

3° si en raison de circonstances particulières dues à leur handicap, le président et les membres non fonctionnaires du comité de gestion sont amenés à encourir des frais de parcours plus importants, ils peuvent en obtenir les remboursements sur production de pièces justificatives;

4° l'Agence n'assure pas la couverture des risques résultant de l'utilisation d'une voiture personnelle.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, ils sont assimilés aux fonctionnaires de rang A2.

CHAPITRE III. — *Jetons de présence et indemnités pour frais accordés aux présidents, et aux membres des conseils visés à l'article 36 du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées*

**Art. 4.** La participation aux réunions d'un conseil donne droit à un jeton de présence dont le montant est fixé comme suit :

- 1° président ou en son absence, son remplaçant : 3 000 francs;
- 2° autres membres : 1.500 francs.

**Art. 5.** Le président et les membres non fonctionnaires des conseils ainsi que les experts invités bénéficient du remboursement de leurs frais de parcours aux conditions fixées à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>.

Pour l'application de l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, ils sont assimilés aux fonctionnaires de rang A4.

CHAPITRE IV. — *Jetons de présence et indemnités accordés aux membres du Conseil consultatif wallon des personnes handicapées*

**Art. 6.** La participation aux séances de travail organisées par le Conseil consultatif wallon des personnes handicapées et par le bureau donne droit à un jeton de présence dont le montant est fixé comme suit :

- 1° président : 3 000 francs;
- 2° autres membres : 1 500 francs.

Le jeton de présence couvre les travaux accessoires aux séances de travail.

**Art. 7.** Le président et les membres non fonctionnaires du conseil et du bureau bénéficient du remboursement de leurs frais de parcours aux conditions visées à l'article 5.

CHAPITRE V. — *Jetons de présence et indemnités accordés au président, aux membres et aux experts de la Commission d'appel*

**Art. 8.** Le président et les autres membres de la Commission d'appel peuvent prétendre à un jeton de présence fixé à 3 000 francs par séance pour le président et à 1 500 francs pour les autres membres.

Le président et les membres non fonctionnaires des conseils bénéficient du remboursement de leurs frais de parcours aux conditions fixées à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>.

Pour l'application de l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, le président est assimilé aux fonctionnaires de rang A2; les autres membres sont assimilés aux fonctionnaires de rang A4.

**Art. 9.** Le Gouvernement fixe les modalités d'indemnisation des experts.

**Art. 10.** Les jetons de présence, les frais de parcours alloués aux membres de la Commission d'appel, les frais visés à l'article 9 et les frais de fonctionnement de la Commission d'appel sont à charge de l'Agence.

CHAPITRE VI. — *Dispositions générales et finales*

**Art. 11.** Les montants visés aux articles 2, 4, 6 et 8 sont liés à l'indice général des prix à la consommation et correspondent à l'indice pivot 117,19 de novembre 1994.

Ils évoluent de la même manière que les traitements des fonctionnaires de la Région.

**Art. 12.** Sont abrogés :

1° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1<sup>er</sup> décembre 1988 portant règlement du fonctionnement de la Chambre de langue française de la Commission consultative du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés et fixant le montant des jetons de présence, des frais de déplacement et autres frais accordés au président, aux membres et aux experts;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 1994 fixant le montant des jetons de présence et des indemnités pour les frais de déplacement accordés au président et aux membres du Conseil consultatif wallon pour les personnes handicapées.

**Art. 13.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> juillet 1995 à l'exception des articles 8 à 10 qui entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées.

**Art. 14.** Le Ministre qui a l'Action sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 juillet 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 96 — 1997

[C — 27520]

4 JULI 1996. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van het bedrag van de presentiegelden en van de vergoedingen voor reiskosten en andere kosten verleend overeenkomstig het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 7°;

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op de artikelen 22, 36, 37, 46, zesde lid, en 69, eerste lid;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het Waals Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen, gegeven op 21 december 1995;

Gelet op het advies van de Waalse Adviesraad voor gehandicapte personen, gegeven op 4 december 1995;  
 Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 november 1995;  
 Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 18 januari 1996;  
 Gelet op het advies van de Raad van State;  
 Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — Inleidende bepaling

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

**HOOFDSTUK II. — Presentiegelden en kostenvergoedingen verleend aan de voorzitter, de vice-voorzitters, de leden van het beheerscomité, de afgevaardigde van de Minister van Begroting en de commissaris van de Regering**

**Art. 2.** De vergoeding van de voorzitter van het beheerscomité van het Waals Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen, hierna "Agentschap" genoemd, bedraagt 144 000 frank per jaar.

De vergoeding van de vice-voorzitters van het beheerscomité van het Agentschap bedraagt 127 800 frank per jaar.

De voorzitter en de vice-voorzitters van het beheerscomité van het Agentschap krijgen bovendien een vergoeding van respectievelijk 96 000 en 85 200 frank voor representatie- en verblijfskosten.

Het presentiegeld van de leden van het beheerscomité van het Agentschap, de voorzitter en de vice-voorzitters uitgezonderd, bedraagt 3 000 frank per zitting van het beheerscomité of van zijn bureau.

De commissaris van de Regering en de afgevaardigde van de Minister van Begroting krijgen een vergoeding van 90 000 frank per jaar voor hun mandaat.

**Art. 3.** Op overlegging van bewijsstukken of, bij gebreke ervan, van een staat van de onkosten, worden de reiskosten van de voorzitter, de vice-voorzitters, de leden van het beheerscomité, de commissaris van de Regering en de afgevaardigde van de Minister van Begroting onder de volgende voorwaarden terugbetaald :

1° bij gebruik van het openbaar vervoer worden de reiskosten terugbetaald op basis van de officiële tarieven. Als het openbaar vervoer verschillende klassen telt, dan wordt de prijs van een kaartje eerste klas terugbetaald;

2° het gebruik van een eigen wagen geeft recht op een bepaalde kilometervergoeding op grond van het tarief vastgesteld in de reglementering die van toepassing is op de ambtenaren van het Gewest;

3° als de voorzitter en de leden van het beheerscomité die geen ambtenaren zijn ertoe gebracht worden hogere reiskosten te betalen omwille van buitengewone omstandigheden te wijten aan hun handicap, kunnen ze de terugbetaling van die kosten verkrijgen op overlegging van bewijsstukken;

4° de aan het gebruik van een eigen wagen inherente risico's worden niet door het Agentschap gedekt.

Voor de toepassing van het eerste lid, 2°, worden bovengenoemde personen gelijkgesteld met ambtenaren van rang A2.

**HOOFDSTUK III. — Presentiegelden en kostenvergoedingen verleend aan de voorzitters en de leden van de raden bedoeld in artikel 36 van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen**

**Art. 4.** De deelneming aan de vergaderingen van een raad geeft recht op presentiegeld waarvan het bedrag vastgesteld is als volgt :

1° voorzitter of, bij diens afwezigheid, zijn plaatsvervanger : 3 000 frank;

2° andere leden : 1 500 frank.

**Art. 5.** De voorzitter, de leden van de raden die geen ambtenaren zijn en de uitgenodigde deskundigen krijgen hun reiskosten terugbetaald onder de voorwaarden bepaald in artikel 3, eerste lid.

Voor de toepassing van artikel 3, eerste lid, 2°, worden ze gelijkgesteld met ambtenaren van rang A4.

**HOOFDSTUK IV. — Presentiegelden en vergoedingen verleend aan de leden van de Waalse Adviesraad voor gehandicapte personen**

**Art. 6.** De deelneming aan de werkvergaderingen die door de Waalse Adviesraad voor gehandicapte personen en het bureau worden belegd, geeft recht op presentiegeld waarvan het bedrag vastgesteld is als volgt :

1° voorzitter : 3 000 frank;

2° andere leden : 1 500 frank.

Het presentiegeld dekt bijkomende werkzaamheden die in het kader van de vergaderingen plaatsvinden.

**Art. 7.** De voorzitter en de leden van de raad en van het bureau die geen ambtenaren zijn, krijgen hun reiskosten terugbetaald onder de in artikel 5 bepaalde voorwaarden.

**HOOFDSTUK V. — Presentiegelden en vergoedingen verleend aan de voorzitter, de leden en de deskundigen van de Commissie van beroep**

**Art. 8.** De voorzitter en de andere leden van de Commissie van beroep hebben recht op presentiegeld waarvan het bedrag vastgesteld is op 3 000 frank per zitting voor de voorzitter en op 1 500 frank voor de andere leden.

De voorzitter en de leden van de raden die geen ambtenaren zijn krijgen hun reiskosten terugbetaald onder de in artikel 3, eerste lid bepaalde voorwaarden.

Voor de toepassing van artikel 3, eerste lid, 2°, wordt de voorzitter gelijkgesteld met een ambtenaar van rang A2; de andere leden worden gelijkgesteld met ambtenaren van rang A4.

**Art. 9.** De Regering bepaalt de wijze waarop de deskundigen worden vergoed.

**Art. 10.** De presentiegelden, de aan de leden van de Commissie van beroep verleende reiskostenvergoedingen, de in artikel 9 bedoelde kosten en de werkingskosten van de Commissie van beroep komen ten laste van het Agentschap.

**HOOFDSTUK VI. — Algemene en slotbepalingen**

**Art. 11.** De in de artikelen 2, 4, 6 en 8 bedoelde bedragen zijn gebonden aan het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen en stemmen overeen met het spilindexcijfer 117,19 van november 1994.

Ze evolueren op dezelfde wijze als de wedden van de ambtenaren van het Gewest.

**Art. 12.** De volgende besluiten worden opgeheven :

1° het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 1 december 1988 houdende regeling van de werking van de Franstalige kamer van de Adviserende Commissie van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten en vaststelling van het bedrag van het presentiegeld en van de tegemoetkoming voor reiskosten en andere kosten, toegekend aan de voorzitter, de leden en de deskundigen;

2. het besluit van de Waalse Regering van 8 december 1994 tot vaststelling van het bedrag van de presentiegelden en de reiskostenvergoedingen toegekend aan de voorzitter en de leden van de Waalse Adviesraad voor gehandicapten.

**Art. 13.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1995, met uitzondering van de artikelen 8 tot 10 die in werking treden op de datum van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen.

**Art. 14.** De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 juli 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 96 — 1998

[C - 31292]

**4 JULI 1996.** — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de verzending van documenten met het oog op de behandeling van de aanvragen om stedenbouwkundige vergunning en verkavelingsvergunning, de aanvragen om stedenbouwkundig attest en stedenbouwkundig attest met het oog op verkaveling

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, inzonderheid op de artikelen 109, zevende lid, 110, § 1, eerste en tweede lid, 125, § 1, tweede lid, ingevoegd bij de ordonnantie van 4 april 1996, en op artikel 155;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken en Vervoer,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit, dient men te verstaan onder "ordonnantie", de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw.

**Art. 2.** Met toepassing van artikel 109, zevende lid, van de ordonnantie, verzendt het college van burgemeester en schepenen de volgende documenten naar de in de overlegcommissie vertegenwoordigde organen :

1° een afschrift van het aan de aanvrager afgegeven bewijs van ontvangst van het dossier;

2° een exemplaar van de grafische documenten;

3° een exemplaar van de foto's;

4° een exemplaar van elk van de andere stukken van het dossier;

5° in voorkomend geval, voor de aanvragen om stedenbouwkundige vergunning of om stedenbouwkundig attest :

a) een exemplaar van de documenten bepaald in de bijlagen IV, V, VI, VII en VIII bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 6 juli 1992 tot vaststelling van de samenstelling van het dossier van de aanvraag om stedenbouwkundige vergunning of van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 6 juli 1992 tot vaststelling van de samenstelling van het dossier van de aanvraag om stedenbouwkundig attest;

b) de specifieke verklarende nota over het volledig dossier betreffende de handelingen en werken die het voorwerp van de aanvraag zijn;

6° voor de aanvragen om verkavelingsvergunning en om stedenbouwkundig attest met het oog op verkaveling, de bundel van de geschreven voorschriften die de grafische gegevens van het ontwerp aanvullen en wanneer het ontwerp de aanleg van nieuwe verkeerswegen, de wijziging van het tracé van bestaande gemeentelijke verkeerswegen, de verbreding of de opheffing ervan omvat, een nota met de beschrijving van de wegenwerken en andere openbare werken waarvoor de

### MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 96 — 1998

[C - 31292]

**4 JUILLET 1996.** — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la transmission de documents en vue de l'instruction des demandes de permis d'urbanisme et de lotir, des demandes de certificat d'urbanisme et de certificat d'urbanisme en vue de lotir

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, notamment les articles 109, alinéa 7, 110, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> et 2, 125, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, insérés par l'ordonnance du 4 avril 1996, et l'article 155;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre chargé de l'Aménagement du territoire, des Travaux publics et du Transport,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par "ordonnance", l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme.

**Art. 2.** En application de l'article 109, alinéa 7, de l'ordonnance, le collège des bourgmestre et échevins, transmet les documents suivants aux organes représentés à la commission de concertation :

1° une copie de l'accusé de réception du dossier délivré au demandeur;

2° un exemplaire des documents graphiques;

3° un exemplaire des photos;

4° un exemplaire de chacune des autres pièces du dossier;

5° le cas échéant, pour les demandes de permis ou de certificat d'urbanisme :

a) un exemplaire des documents visés aux annexes IV, V, VI, VII et VIII de l'arrêté du 6 juillet 1992 de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale déterminant la composition du dossier de demande de permis d'urbanisme ou de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 1992 déterminant la composition du dossier de demande de certificat d'urbanisme;

b) la note explicative spécifique du dossier complet relatif aux actes et travaux qui font l'objet de la demande;

6° pour les demandes de permis de lotir et de certificat d'urbanisme en vue de lotir, le cahier des prescriptions littérales complétant les données graphiques du projet et lorsque le projet implique l'ouverture de nouvelles voies de communications, la modification des tracés des voies de communications communales existantes, l'élargissement ou la suppression de celles-ci, une note décrivant les travaux de voirie et autres travaux publics que le demandeur s'engage à effectuer à ses frais,